

INSTRUCTION

N° 02-077-M21 du 25 septembre 2002

NOR : BUD R 02 00077 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE INTRACOMMUNAUTAIRE

ANALYSE

Diffusion des règles applicables en matière de TVA intracommunautaire
pour les acquisitions de biens et les prestations de service

Date d'application : 12/09/2002

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ;
TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE ; COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ;
ACQUISITION ; BIENS MEUBLES ; IMMEUBLE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	TGAP	RF	T	DOM							

DIFFUSION

GT 42

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6B

SOMMAIRE

1. ACQUISITION DE BIENS PAR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ EN PROVENANCE D'UN AUTRE ÉTAT MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE	3
1.1. Principe	3
1.2. Dérogations	3
1.2.1. Le montant des acquisitions intracommunautaires réalisé par l'acquéreur n'a pas excédé au cours de l'année précédente, ou n'excède pas, pendant l'année civile en cours au moment de l'acquisition, le seuil de 10 000 €.....	3
1.2.2. Le montant des acquisitions intracommunautaires réalisé par l'acquéreur a excédé au cours de l'année précédente, ou pendant l'année civile en cours au moment de l'acquisition, le seuil de 10 000 €.....	4
2. RÉGIME DES PRESTATIONS DE SERVICES RÉALISÉES PAR UN PRESTATAIRE ÉTABLI HORS DE FRANCE	4
2.1. Principe	4
2.2. Exemples de dérogations	4
2.2.1. Les prestations à caractère scientifique	4
2.2.2. Les prestations se rattachant à un immeuble situé en France	4
2.2.3. Les prestations se rattachant à un bien meuble corporel	4
2.2.4. Les prestations de services à caractère intellectuel	5
3. COMPTABILISATION	5

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables les règles applicables en matière de TVA intracommunautaire pour les acquisitions de biens et les prestations de services.

1. ACQUISITION DE BIENS PAR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ EN PROVENANCE D'UN AUTRE ÉTAT MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

1.1. PRINCIPE

Sont imposables en France les acquisitions intracommunautaires de biens meubles corporels transportés par le vendeur, par l'acquéreur ou pour leur compte, à partir d'un autre Etat membre de la Communauté européenne à destination de l'acquéreur en France.

Les acquisitions intracommunautaires en France de biens réalisés par un assujetti (réalisant uniquement ou partiellement des opérations situées dans le champ d'application de la TVA) sont donc, en principe, soumises à la TVA française (article 256 bis-I-1° du CGI), cette dernière devant être acquittée par l'acquéreur.

L'établissement public de santé qui réalise des acquisitions intracommunautaires imposables à la TVA en France doit être doté d'un numéro individuel d'identification (numéro intracommunautaire), attribué par le centre des impôts dont il relève et qu'il transmet à son fournisseur établi dans un autre Etat membre.

L'établissement public de santé doit déclarer et payer la TVA sur ces opérations à la recette des impôts (imprimé CA3).

1.2. DÉROGATIONS

Il existe une dérogation à ce principe mentionnée aux articles 256 bis-I-2°, 258 A et B du CGI, lorsque l'acquéreur est une personne bénéficiant d'un régime dérogatoire (par exemple, personne morale non assujettie à la TVA). Il convient alors de distinguer deux cas.

1.2.1. Le montant des acquisitions intracommunautaires réalisé par l'acquéreur n'a pas excédé au cours de l'année précédente, ou n'excède pas, pendant l'année civile en cours au moment de l'acquisition, le seuil de 10 000 €.

Si le vendeur a réalisé des ventes à destination de particuliers ou de personnes bénéficiant de ce régime dérogatoire en France, d'un montant total inférieur à 100 000 € (HTVA), le lieu de la livraison se situe dans le pays de départ et le vendeur acquitte la TVA applicable dans cet Etat.

En revanche, le lieu de la livraison se situe en France lorsque le vendeur a réalisé des ventes de ce type à destination de la France pour un montant supérieur à 100 000 € (HTVA) : la TVA due par le vendeur est donc une TVA française.

Il en est de même lorsque le vendeur a opté dans l'Etat membre dont il relève pour que le lieu de ces ventes à destination de la France se situe toujours en France, et ce, quel qu'en soit le montant ¹.

¹ Ce régime dérogatoire ne trouve pas à s'appliquer aux opérations portant sur les moyens de transport neufs ni les produits soumis à accises.

1.2.2. Le montant des acquisitions intracommunautaires réalisé par l'acquéreur a excédé au cours de l'année précédente, ou pendant l'année civile en cours au moment de l'acquisition, le seuil de 10 000 €.

Lorsque l'acquéreur, personne morale non assujettie, réalise plus de 10 000 € d'acquisitions intracommunautaires de biens sur l'année, ou qu'il a opté afin de soumettre ses acquisitions au régime général quel que soit leur montant, le régime dérogatoire décrit précédemment ne trouve plus à s'appliquer : la livraison est alors taxable dans l'Etat d'arrivée, la taxe étant due par l'acquéreur.

Il est précisé que l'attribution d'un numéro d'identification à la TVA ne vaut, dans cette hypothèse, que pour déclarer les acquisitions intracommunautaires et n'a aucune incidence sur sa qualité de personne morale non assujettie.

2. RÉGIME DES PRESTATIONS DE SERVICES RÉALISÉES PAR UN PRESTATAIRE ÉTABLI HORS DE FRANCE

2.1. PRINCIPE

D'une façon générale, le lieu des prestations de services est réputé se situer en France lorsque le prestataire a en France le siège de son activité économique ou un établissement stable à partir duquel le service est rendu ou, à défaut, son domicile ou sa résidence habituelle.

Il existe cependant des dérogations prenant en considération la nature des services rendus, le lieu de leur réalisation ou de leur utilisation, le lieu d'établissement du prestataire ou du preneur de la prestation et le fait que ce dernier soit ou non assujetti à la TVA.

Ces dispositions sont prévues aux articles 259, 259 A à C du CGI.

2.2. EXEMPLES DE DÉROGATIONS

2.2.1. Les prestations à caractère scientifique

Les prestations à caractère scientifique (organisation de manifestations / congrès scientifiques) sont réputées se situer en France lorsqu'elles y sont matériellement exécutées, la TVA étant due par le prestataire.

2.2.2. Les prestations se rattachant à un immeuble situé en France

Les prestations de services se rattachant à un immeuble situé en France sont imposables en France, la TVA étant due par le prestataire.

2.2.3. Les prestations se rattachant à un bien meuble corporel

Les travaux et expertises portant sur des biens meubles corporels réalisés à destination d'un preneur français, sont réputés se situer en France lorsque les prestations en question y sont matériellement exécutées.

Il en est de même lorsque les prestations sont matériellement exécutées dans un autre Etat membre, que le preneur fournit son numéro de TVA en France et que les biens quittent, à l'issue de la prestation, l'Etat d'exécution des travaux.

La TVA est alors acquittée en France par le preneur assujetti, auprès de la recette des impôts dont il dépend, si le prestataire n'est pas établi en France. Si le preneur est une personne morale non assujettie, la TVA est due par le prestataire.

2.2.4. Les prestations de services à caractère intellectuel

Les prestations de services, telles que cessions et concessions de droits d'auteurs, de brevets, de droits de licences, prestations des conseillers, ingénieurs, bureaux d'études, expertise comptable, location de biens meubles corporels autres que moyens de transport, fournies par un prestataire établi hors de France sont réputées se situer en France lorsque le preneur est assujetti à la TVA en France et y a le siège de son activité économique.

Dans cette hypothèse, la TVA est due par le preneur. Lorsque le preneur français n'est pas assujetti à la TVA (particulier, personne morale non assujettie), le prestataire communautaire acquitte la TVA dans l'Etat où il est établi, tandis que le prestataire établi hors de la Communauté acquitte la TVA en France si le service est utilisé en France par le preneur non assujetti.

3. COMPTABILISATION

La collectivité acheteuse doit, lorsque l'acquisition est destinée à une de ses activités soumises à la TVA, enregistrer deux TVA distinctes de même montant (sauf prorata éventuel) : une TVA à payer, au crédit du compte 4452 « TVA due intracommunautaire », et une TVA à récupérer, au débit du compte 445622 « TVA intracommunautaire sur immobilisations » ou 445662 « TVA intracommunautaire sur autres biens et services » selon la nature de l'achat.

La collectivité acheteuse doit, lorsque l'acquisition est destinée à une de ses activités non soumises à la TVA et ne bénéficie pas du régime dérogatoire, enregistrer la TVA intracommunautaire due au crédit du compte 4452 par le débit du compte d'achat concerné (classe 6 ou 2).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX